



Les fonctionnaires sont sévères sur les transformations de la fonction publique

C'est l'enseignement principal d'un sondage réalisé par l'IFOP ^[1] pour AG2R la Mondiale et Acteurs publics. On retient aussi un attachement fort au statut de la fonction publique, un refus de la contractualisation et une préoccupation pour le niveau des rémunérations. Des résultats qui viennent conforter d'autres enquêtes, en particulier sur l'attractivité en baisse des métiers de la fonction publique.

« Fonction publique, l'heure des choix »

C'est à l'occasion du colloque organisé le 5 novembre par AG2R La Mondiale et Acteurs publics et intitulé « Fonction publique, l'heure des choix » que les résultats du sondage ont été révélés. Les agents de la fonction publique étaient appelés à se prononcer sur différentes thématiques relatives à leur statut et aux modifications récentes introduites par la loi. Les différentes mesures de la loi de transformation de la fonction publique de 2019 étaient ainsi interrogées avec comme entrées les 3 questions suivantes :

- Cette mesure a-t-elle détérioré votre activité ?
- Cette mesure est-elle sans impact pour votre activité ?
- Cette mesure a-t-elle amélioré votre activité ?

L'élargissement du recours au contrat est la mesure qui recueille le plus de jugements à la fois négatifs et positifs : 37 % des fonctionnaires interrogés considèrent qu'elle a un impact négatif sur leur activité et 20 % un impact positif. La création d'une instance unique de dialogue social recueille 28 % d'opinions défavorables et 15 % d'opinions favorables. La reconnaissance du mérite individuel et collectif amène 25 % d'opinions défavorables et 18 % d'opinions favorables. En revanche, leur opinion est meilleure pour l'organisation des mobilités au niveau local (15 % contre, 19 % pour), comme pour l'organisation de concours nationaux à affectation locale (14 % contre, 13 % pour).

Pour les autres mesures (contrat de projet, harmonisation des temps de travail, droit de grève) leur opinion est moins tranchée et à plus de 70 % ils déclarent qu'elles n'ont pas impacté leur activité.

Le statut de la fonction publique est-il encore adapté à notre époque ?

Au total, un peu plus de 8 fonctionnaires sur 10 (83 %) répondent positivement à cette question. Pour les auteurs du sondage ce positionnement est solide, puisque 58 % d'entre eux pensent que le statut de fonctionnaire est adapté à notre époque de manière générale alors que 25 % l'approuvent mais uniquement pour les fonctions régaliennes. Pour l'IFOP, cette opinion est à rebours de certaines opinions émises par le monde politique ou l'opinion publique sur l'obsolescence de ce statut.

Votre jugement sur les évolutions de la fonction publique depuis le début de la pandémie ?

Les fonctionnaires étaient interrogés sur les bouleversements du monde du travail entraînés par la crise sanitaire et sur les évolutions à retenir de cette période. Bien évidemment, l'essor du télétravail arrive en tête avec 60 % de citations, suivi, loin derrière, de l'anxiété et du stress liés au contexte de crise sanitaire et leurs possibles impacts à venir (30 % de citations). Le brouillage de la frontière entre vie privée et vie professionnelle, la conciliation des deux mondes, notamment du fait du télétravail, arrivent en troisième position des évolutions à retenir en priorité, avec 28 % des citations. Notons que les circuits de décision raccourcis ne recueillent que 12 % de mentions.

Comment rendre la fonction publique plus attractive ?

Sans surprise, l'augmentation des rémunérations arrive largement en tête avec 70 % des citations des fonctionnaires interrogés. Pour les auteurs, ce résultat s'appuie sur les préoccupations croissantes des Français pour leur pouvoir d'achat et, faut-il le rappeler, sur le gel du point d'indice depuis 5 ans. Enfin, les problématiques d'intégration des fonctionnaires aux décisions (38 % de citations) et d'amélioration des conditions de travail (36 %) arrivent en deuxième et troisième positions. C'est une donnée intéressante sur l'implication des fonctionnaires dans la réussite de leur travail. Cependant le développement du télétravail ne recueille que 15 % d'opinions favorables pour rendre la fonction publique plus attractive.

Et le dialogue social ?

Un résultat très net, plus d'un fonctionnaire sur deux (51 %) pense que le dialogue social a un impact sur ses conditions de travail avec un score encore plus élevé chez les agents exerçant dans les ressources humaines (60 %). Des enseignements précieux pour les organisations syndicales et les responsables ministériels.

En conclusion, nul doute que la campagne présidentielle qui s'ouvre donnera lieu, comme c'est le cas depuis plusieurs échéances, à un concours Lépine désastreux autour de la fonction publique et des fonctionnaires. Au risque d'oublier les enseignements de la crise sanitaire, l'opinion de ceux qui portent au quotidien les missions de la fonction publique et que ce sondage rappelle opportunément et l'attachement toujours renouvelé des agents à leurs missions de service public.

Les fonctionnaires sévères sur les transformations de la fonction publique



Source

- <https://www.acteurspublics.fr/articles/sondage-exclusif-les-agents-tres-critiques-sur-les-transformations-de-la-fonction-publique>

Notes : [1] L'enquête a été menée par l'IFOP auprès d'un échantillon de 1 482 acteurs publics interrogés en ligne du 18 au 29 octobre 2021.